



*Monsieur le Directeur Académique,*

*Mesdames et Messieurs les membres de ce CTSD,*

*Après 18 mois d'une école vivant au rythme de la Covid-19, qui a bouleversé le système éducatif et l'ensemble de la société, c'est une deuxième rentrée scolaire hors-normes qui attend les élèves, les familles et les enseignants. Les efforts de toutes et tous pour supporter, s'adapter, et tenir malgré tout face à la crise sanitaire, ont été conséquents. Cependant, alors que la rentrée doit être un moment d'envie, celle-ci est marquée par l'appréhension, l'inquiétude et l'usure.*

Tout d'abord, si l'on ne peut qu'approuver une hausse en valeur absolue du budget attribué à l'Education Nationale, et notamment au 1<sup>er</sup> degré, pour la rentrée 2021 ; force est de constater qu'il n'est cependant pas à la hauteur des besoins.

Le manque de personnels dans les écoles et les collèges se fait cruellement sentir à tous les niveaux. On ne peut que déplorer encore une fois le manque de recrutements pour faire face aux besoins du terrain.

Les personnels dont les compétences sont précieuses pour accompagner les élèves qui ont souffert psychologiquement et scolairement : enseignants spécialisés dans les Rased, enseignants référents qui suivent la scolarisation des élèves en situation de handicap, PsyEN, personnels de santé et sociaux, ne seront pas plus nombreux.

Le même constat peut être dressé pour les remplacements qui n'ont pas suffisamment été anticipés. Comment pallier aux absences inévitables de personnels liées à l'épidémie ou aux aléas conjoncturels (maladie, congés ...) et comment mettre en place les différents aménagements imposés par le protocole avec les effectifs attribués ? L'Unsa Education demande d'ouvrir les recrutements partout où cela est nécessaire, et notamment d'ouvrir des postes sur liste complémentaire pour le premier degré et des postes de contractuels pour le second degré.

Dans le second degré, la compensation de postes en heures supplémentaires année se heurte, sur le terrain, à l'impossibilité de

les utiliser pleinement en raison des contraintes d'emplois du temps et du manque de salles disponibles dans les établissements. Ce fonctionnement met en tension les établissements et nie les conséquences de deux années de crise sanitaire pour les élèves et les personnels.

De nouveau l'urgence, la précipitation et l'impossibilité de mettre en œuvre une gestion des ressources humaines respectueuse des personnels risquent de mettre encore une fois le système éducatif sous tension.

De plus, la crise sanitaire a démontré que l'accompagnement des personnels dans certains gestes professionnels reste insuffisant. Depuis le printemps 2020, la profession a été profondément bouleversée sur plusieurs aspects : regard sur le métier, gestes professionnels, relations aux familles et partenaires extérieurs, organisation du travail, santé et sécurité... Les personnels exercent depuis 18 mois dans des conditions inédites pour permettre aux élèves de continuer à être accueillis un maximum en présentiel et bénéficier d'un service d'éducation de qualité. Adaptation permanente et réactivité ont été les maîtres mots pour mettre en place les incessantes modifications de règles sanitaires engendrées par l'évolution de l'épidémie, édictées par la foire aux questions du MENJS et très souvent annoncées la veille de leur entrée en vigueur.

Les personnels ont besoin de temps collaboratif en équipe pédagogique et en équipe disciplinaire, mais la surcharge de travail actuelle les en empêche. Il faut davantage d'autonomie aux équipes pour gérer la crise, en leur faisant confiance car elles sont les plus proches des problématiques de terrain.

Les installations sanitaires ont montré leurs limites et les préconisations en matière de rénovation et d'aménagement n'ont pas été prises en compte, faute de moyens financiers.

Et puis, les personnels et les familles ont aussi besoin de temps de formations numériques, tout en gardant à l'esprit que le distanciel ne doit pas devenir la norme.

Enfin, la rentrée 2021 doit être réussie, les mesures à prendre sont connues et doivent être mise en place en urgence. Il en va de la scolarité, du parcours et de l'avenir de chaque élève, ainsi que de la qualité de vie au travail de chaque personnel.

Les situations d'écoles et de collèges sous vigilance qui avaient été reportées lors du CTSD de repli de juillet, les situations d'écoles et de collèges dont les effectifs ont augmenté avec les inscriptions de juillet et août pour atteindre ou dépasser les seuils, doivent être prises en compte et pas uniquement notées sur un carnet pour information.

L'Unsa Education espère des ouvertures partout où elles seront nécessaires pour une année dans de bonnes conditions. Nous rappelons aussi notre opposition à toute fermeture car une fermeture sèche après la rentrée reste très difficile à vivre pour les équipes, les élèves et l'enseignant qui doit partir au dernier moment, a fortiori dans ce contexte de pandémie.

Je vous remercie pour votre attention.